

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
40 rue de la Préfecture  
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 22/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **APERAM ALLOYS IMPHY**

Avenue Jean Jaurès  
58160 Imphy

Références : 250411  
Code AIOT : 0005401254

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement APERAM ALLOYS IMPHY, implanté 1 avenue Jean Jaurès - 58160 Imphy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection réactive fait suite à l'incident « Percée de poche à la Coulée Continue » du 14 février 2025. Environ 35 tonnes de métal liquide se sont écoulées dans la partie d'usine secteur Loire « coulée continue de l'aciérie à l'arc ».

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- APERAM ALLOYS IMPHY
- 1 avenue Jean Jaurès - 58160 Imphy
- Code AIOT : 0005401254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Aperam exploite une usine de production et de transformation (sous forme de barres, feuillets et fils) d'alliages spéciaux (en particulier alliages à base de nickel). L'établissement est classé SEVESO Seuil Bas.

### Contexte de l'inspection :

- Accident

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Consultation POI	Autre du 01/01/2022, article L. 515-41 du CE	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Formation du personnel aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
3	Périodicité exercices POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
4	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	/	Sans objet
5	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	/	Sans objet
6	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e)	/	Sans objet
8	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)	/	Sans objet
9	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point g)	/	Sans objet
10	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)	/	Sans objet
11	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Avec suites, demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
13	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déclenché le Plan d'Opération Interne (POI) 15 minutes après l'incident et a suivi les procédures prévues.

L'incident figure dans l'étude de dangers du site, avec le risque de contact eau/métal liquide dans le four à arc de l'aciérie à induction (scénario « ACI 13 ») qui pourrait générer une explosion. Il n'y a pas eu d'impact à l'extérieur du site.

L'exploitant a rendu compte à la DREAL des événements, le matin même de l'incident.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Consultation POI

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/2022, article L. 515-41 du CE
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : [...] <p>Le projet de plan est soumis à la consultation du personnel travaillant dans l'établissement au sens du Code du travail, y compris le personnel sous-traitant, dans le cadre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail élargi prévu à l'article L. 4523-11 du Code du travail.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la date de présentation du plan d'organisation interne (POI) en comité central d'entreprise (CSE) et en commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT).</p> <p>La version en vigueur du POI est de janvier 2019, version 1.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit présenter son POI en CSE et CSSCT et informer l'inspection de la date de cette présentation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Formation du personnel aux situations d'urgence

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un accueil sécurité est systématiquement fait pour tout personnel entrant sur site.</p> <p>Une équipe pompier est présente en permanence sur site. Cette équipe porte l'uniforme pompier et est mutualisée sur l'ensemble de la plate-forme industrielle.</p> <p>Un total de 30 pompiers est formé en continu sur les risques et la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>Des formations destinées aux personnels sont dispensées mensuellement. Un tableau de suivi est tenu à jour.</p> <p>Ces personnels sont des salariés APERAM, ils font partie de la production ou de la maintenance du site APERAM.</p> <p>Le dernier entraînement annuel a été organisé le 5 juillet 2024 avec la collaboration du SDIS58.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Périodicité exercices POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'opération interne a été testé le 05/07/2024.  L'exploitant indique faire 1 à 2 déclenchements par an du POI.  L'exploitant a transmis à l'inspection le compte-rendu de l'exercice qui portait sur la détection d'une source radioactive dans les matières premières.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Données et informations devant figurer dans le POI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023  L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.  a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le responsable HSE est chargé du déclenchement du POI.  Toutefois, les 9 cadres d'astreinte sont susceptibles d'activer le POI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Données et informations devant figurer dans le POI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023  L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.  c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le scénario de l'incident du 14/02/2025 était identifié dans l'étude de dangers et repris dans le</p>

<p>POI.</p> <p>L'exploitant a classé l'incident dans la famille de risque incendie-explosion.</p> <p>Le 1<sup>er</sup> retour d'expérience que l'exploitant a identifié est d'étudier le déport du système de coupure d'énergie sur cette partie de l'usine.</p> <p>Le POI pourra être revu en fonction des résultats d'expertise.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Données et informations devant figurer dans le POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'a pas été constaté d'effet domino à la suite cet incident.</p> <p>Le personnel dédié aux 1<sup>er</sup> secours est intervenu conformément au POI.</p> <p>Un périmètre de sécurité a été mis en œuvre autour de la partie d'usine impactée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Données et informations devant figurer dans le POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Chronologie de l'incident:</p> <p>Le vendredi 14 février, vers 7 h 15, une percée de poche s'est produite à la coulée continue de l'aciérie à arc pendant la coulée d'une poche contenant 35 tonnes de métal liquide.</p> <p>L'équipe de secours interne est intervenue immédiatement, et a fait appel aux secours extérieurs (SDIS).</p> <p>Le cadre POI et le directeur des secours d'astreinte ont été informés à 7 h 30.</p> <p>Le POI a été déclenché et était opérationnel à 8 h dans le PC POI.</p>

<p>Les pompiers du SDIS sont arrivés sur le site à 8 h.</p> <p>À 8 h 15 : un 1<sup>er</sup> point faisait état de la situation suivante : bâtiment évacué, pas de blessé, énergies gaz coupées, pas d'utilisation d'eau d'extinction, pas de risque de pollution.</p> <p>À 9 h 30 : arrivée du capitaine des pompiers, situation évaluée sous contrôle, pas d'effet domino à craindre pour les installations voisines et extérieures au site, électricité coupée.</p> <p>Des reconnaissances dans les étages ont eu lieu jusqu'à 10 h 30 pour une première évaluation des dégâts.</p> <p>À 10 h 15 : point avec toutes les parties prenantes (pompiers, maintenance, production) pour décider des mesures d'anticipation pour les 16 prochaines heures.</p> <p>Prise en charge psychologique des opérateurs impliqués par le service médical.</p> <p>Décision prise de maintenir une surveillance par les secours APERAM jusqu'au refroidissement à la température ambiante du métal.</p> <p>Repli et départ des pompiers extérieurs.</p> <p>À 11 h : levée de la cellule de crise du PC POI.</p> <p>État des lieux de l'installation :</p> <p>niveau 14 m : poste de coulée et pupitres HS / câbles brûlés /cloches et capots machine pris dans le métal,</p> <p>niveau 11 m: système d'oscillation + 2 moteurs pris dans le métal/câbles et hydraulique HS/ ancrage de support machine à vérifier,</p> <p>niveau 9 m: câbles sous passerelle HS,</p> <p>niveau 6 m: câbles HS,</p> <p>niveau 3 m: RAS</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Données et informations devant figurer dans le POI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023</p> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les procédures du POI ont été mises en œuvre.</p> <p>Le SDIS a une connaissance approfondie du site en raison des entraînements réalisés régulièrement pour la formation du SDIS.</p> <p>Le SDIS a apporté son soutien à l'exploitant pour la reconnaissance et la surveillance de la partie sinistrée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



**N° 9 : Données et informations devant figurer dans le POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point g)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  À compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
<b>Constats :</b>  Conformément au POI, le chef de l'équipe pompier d'APERAM a pris en charge le guidage du SDIS et de la gendarmerie à l'intérieur du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Données et informations devant figurer dans le POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  À compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023 L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  La coulée de métal liquide a provoqué des dégâts importants sur l'installation, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les pupitres de commande,</li><li>- des moteurs électriques,</li><li>- les chemins de câbles,</li><li>- la chaîne de coulage.</li></ul> Une réunion d'expertise des assurances des parties concernées aura lieu. Les travaux de réparation sont en cours, l'exploitant prévoit de redémarrer l'activité en 2x8 à partir du 11/03/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Dimensionnement des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dimensionnement des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduelles.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Le 20 février 2025, l'exploitant a déposé dans l'application GUNenv les éléments justifiant le dimensionnement des rétentions vues pendant l'inspection. Les éléments fournis n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Produits incompatibles – rétentions non déportées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits incompatibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a justifié la maîtrise des produits incompatibles dans un document déposé dans GUNenv. le 20/02/2025.</p> <p>L'exploitant a révisé l'évaluation des risques pour le conteneur de peroxyde d'hydrogène, une protection doit être installée pour éviter les projections en direction de la rétention de l'acide sulfurique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier de l'installation de la protection évitant les éventuelles projections en direction de la rétention de l'acide sulfurique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 13 : Bassin de confinement des eaux incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue :</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques n<sup>os</sup> 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>Pour les sites autorisés après le 1<sup>er</sup> janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m<sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers,</li> </ul> <p>ou ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi.</li> </ul> <p>Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup>/tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p>

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

**Constats :**

L'exploitant a justifié le dimensionnement du bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie par une étude réalisée en 2011.

Le dossier transmis comporte :

- le calcul de détermination des besoins en eau selon la norme APSAD,
- le projet de bassin de confinement Chazeau,
- le plan de récolement dudit bassin daté de 2015.

L'ensemble des éléments transmis n'appelle de remarque de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite